

Climat : 9 raisons d'être optimiste

Jean CECH, 11 Janvier 2016

L'Accord sur le Climat est plus contraignant qu'il n'y paraît. Politiques, investisseurs et société civile se retrouvent plus mobilisés que jamais. Analyse.

« *En comparaison de que cela aurait pu être, cet accord est un miracle. En comparaison de ce qu'il aurait dû être, c'est un désastre* ». La formule du quotidien *The Guardian* résume bien la tonalité globale des analystes au lendemain de l'Accord de Paris pompeusement qualifié d'historique. « *Un accord différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant* », pour reprendre les termes un brin élogieux du président de la COP21, Laurent Fabius. Il y a mille raisons d'en douter. Mais aussi pas mal d'autres d'y voir un signal positif et porteur d'avenir. A commencer par le décompte final de l'événement: 36.000 participants, incluant près de 23.100 responsables gouvernementaux, 9.400 représentants des organes et agences des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales et d'organisations de la société civile, et 3.700 professionnels des médias.

Indéniablement, des lignes fondamentales ont bougé sur l'enjeu climatique et des portes se sont entrouvertes.

Parmi les nombreux comptes rendus et analyses rendus publics à la suite de l'Accord de Paris, nous sommes partis glaner quelques (bonnes ?) raisons de croire que celui-ci n'est pas que diplomatique et cosmétique, comme le redoutent nombre de commentateurs.

Comment d'ailleurs cet Accord ne serait-il pas un tant soit peu « diplomatique » s'agissant d'un texte tentant de concilier des intérêts à ce point divergents, à l'image de nos difficultés belgo-belges à s'entendre sur le « *burden sharing* » ! (Voir notre article [Climat : Les petits calculs à la belge](#)). Et comment ne cèderait-il pas à la tentation de « jouer sur les mots » sous la patte de diplomates officiant dans un pays considéré comme le berceau des... cosmétiques ?

Voici donc quelques raisons de « croire au miracle », sans tomber dans l'angélisme.

1. Un Accord enfin universel

Contrairement aux rendez-vous précédents (depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992), aucun chef d'Etat majeur ne manquait cette fois à l'appel. Quand on connaît l'égo généralement surdimensionné de la plupart des chefs d'Etat actuellement à la manœuvre dans le monde, les voir se plier sagement aux contraintes de la photo de famille sur la scène du Bourget pouvait déjà passer pour un signal fort. Tout le monde semble d'accord sur la nécessité d'agir contre le réchauffement climatique, et c'est déjà une avancée.

Les négociations entre pays du Nord et du Sud, qui s'étaient jusque là illustrées par une confrontation quasi systématique, se sont même apaisées. A Paris, les observateurs parlaient de "négociations de velours", comme le rappelle Véronique Rigot, coordinatrice de la Plateforme Justice climatique.

On peut penser tout ce que l'on veut du contenu de l'Accord, il ne fait pas de doute à ce stade que la communauté internationale l'a adopté de manière unanime. Y compris les deux plus gros émetteurs de CO₂ de la planète : les Etats-Unis et la Chine, qui avaient refusé de signer le protocole de Kyoto. La Chine n'y était pourtant pas tenue, en tant que pays en voie de développement.

Même les climato-sceptiques ont fait profil bas, faute d'être encore audibles dans l'ambiance générale. En outre, la très grande majorité des pays membres de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (186 pays - dont les dix plus gros « pollueurs » - sur les 195 membres) ont proposé comme convenu une feuille de route (les fameux INDC : *Intended Nationally Determined Contributions*) visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

Sous réserve de l'analyse détaillée des promesses ainsi émises – qui comme chacun sait n'engagent que ceux qui les émettent -, il pourrait y avoir sur la table de quoi impulser un début de dynamique vertueuse et prévenir tout recul par rapport aux engagements actuels. En l'état, l'Accord ne permet pas de limiter le réchauffement climatique à 2° d'ici 2.100 comme annoncé (les calculs nous amènent plutôt autour de 3°C). Ni forcément aux 1,5°C auxquels les participants se sont finalement ralliés. Mais l'ambition politique affichée est bien réelle.

Car le texte n'est pas tout. La dramaturgie qui l'entoure donne parfois une mesure plus réaliste des ambitions politiques en présence.

2. Un texte plus contraignant qu'il n'y paraît

C'est ici que l'aspect « cosmétique » de l'Accord prend toute son importance. Les Etats-Unis ayant fait valoir qu'un caractère juridiquement contraignant aurait toutes les chances de se heurter à l'opposition du Congrès à majorité républicaine, on a préféré jouer sur les mots et la syntaxe. Le texte manie toutes les subtilités de la langue, alterne le présent et le futur, les temps simples et conditionnels... Le document actuel, qui regroupe décision et accord, compte 141 propositions formulées dans un temps simple, et 41 formulées au conditionnel. Bonjour Machiavel !

Reste que le texte final permet bel et bien une certaine forme de contrainte ou au moins de pression – morale sinon juridique - sur les Etats défaillants comme l'expliquait le journal *Le Monde* : "*Les contributions nationales livrées par les pays (NDLR : les INDC) n'ont pas de valeur contraignante, étant volontaires dans leur ambition et ne faisant pas partie de l'accord*"

stricto sensu. En revanche, chaque Etat a malgré tout l'obligation d'en établir une, de la mettre en œuvre, et surtout de la réviser à la hausse tous les cinq ans, selon les articles 3 et 4 de l'accord."

En revanche, les traités, protocoles et certaines décisions d'institutions internationales sont, en droit international, "juridiquement obligatoires". Or, selon l'ONU, l'Accord constitue un traité, s'il est ratifié par 55 pays représentant 55 % des émissions, et devient en tant que tel un acte juridique international dont les dispositions engagent les Etats qui le ratifient. Même si aucune sanction n'est prévue pour les contrevenants et chacun restant libre de renier impunément l'Accord 3 ans après son entrée en vigueur.

En tout état de cause, la porte reste largement ouverte à l'interprétation juridique ...et politique. A la société civile de dénoncer systématiquement les défaillances désormais plus objectivement repérables. L'article 13 du texte prévoit en effet «un mécanisme de transparence, qui conduira un comité d'experts internationaux à vérifier, publiquement, les informations fournies par les pays en termes de suivi de leurs émissions et des progrès accomplis pour les réduire. ». Comme le souligne un juriste dans Le Monde : "Ce qui compte, plus que la forme juridique, est d'envoyer un signal clair aux élus locaux, aux citoyens, aux milieux d'affaires, qu'il existe un consensus international sur la nécessité de contenir vigoureusement nos émissions". Mesurer les avancées est au moins aussi important que sanctionner.

3. Multinationales et ultra-riches sortent du bois

"J'ai fréquenté une dizaine de COP (Conférence des Parties, NDLR) et jamais je n'ai vu autant d'acteurs financiers majeurs qu'à Paris, non seulement dans les événements externes mais aussi dans la zone consacrée aux négociations", relève Benoit Leguet, DG d'un think tank dédié à l'économie du climat, sur le site Novethic

Comme lui, beaucoup de participants ont été frappés par la présence active des acteurs financiers et industriels tout au long de ces journées. Par leurs initiatives en matière de climat aussi. Quand les requins se regroupent, le festin n'est pas loin.

Ainsi, dès l'ouverture de la conférence, Bill Gates annonçait avec le soutien de Barak Obama, la mise en place d'une coalition de milliardaires – dont Richard Branson, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos et quelques autres – décidés à soutenir les énergies non « carbonées ». Baptisée «Breakthrough Energy Coalition» (coalition pour l'énergie de rupture), elle devrait investir 1 à 2 milliards de dollars dans les énergies propres du futur. La naïveté étant le seul luxe que les grandes fortunes ne peuvent pas se permettre, le geste prend ici une valeur toute symbolique.

Par ailleurs, plus de 2.000 engagements d'entreprises et 400 promesses financières d'investisseurs se sont accumulés sur la plateforme Nazca ([Zone des Acteurs Non-étatiques pour l'Action pour le Climat](#)), le portail officiel qui centralise les engagements climat des villes, régions, entreprises et investisseurs en faveur du climat.

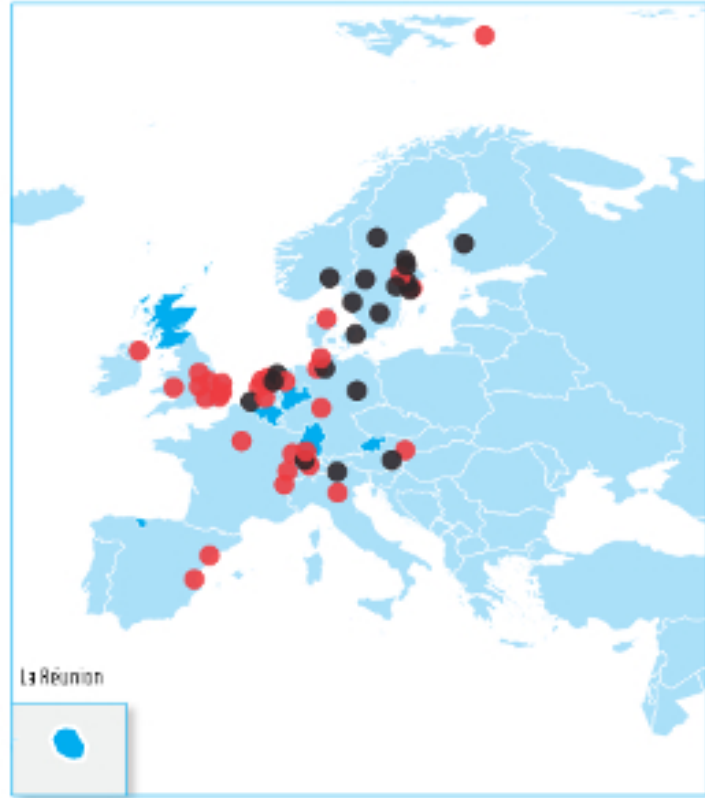
Par ailleurs, des dizaines de coalitions en faveur de la transition énergétique (collectivités, entreprises, etc.) se sont enregistrées sur le dispositif LPAA ([Plans d'Action Lima-Paris](#) baptisé aussi Agenda des Solutions). Autant d'outils qui visent surtout à rendre plus visibles les engagements concrets des décideurs. Tout particulièrement ceux des entreprises, histoire de désamorcer tant que faire se peut les inévitables tentatives de greenwashing.

« Reconnaissons néanmoins l'évolution des mentalités au niveau des entreprises, souligne Véronique Rigot (Plateforme Justice climatique). Il y a désormais des entreprises qui ont fait bouger leur curseur, que ce soit par opportunisme stratégique ou par rationalité économique.»

NORTH AMERICA



EUROPE



La plateforme NAZCA rend visible les engagements des acteurs financiers et industriels, exerçant ainsi une pression positive.

4. Un marché boursier interpellé

48 heures après l'Accord de Paris, Peabody Energy, le plus gros producteur de charbon américain, a perdu 13 % de sa valeur boursière. Faisant culminer sur un an, sa chute boursière à -93 % ! Sur la même période, au niveau européen, selon le Stoxx600, indice boursier calculé à partir des 600 capitalisations de 17 pays européens, le gaz et le pétrole se situent dans le bas du classement annuel : -6%.

Le jour de l'Accord, l'indice Mac Global Solar Energy qui sélectionne des compagnies liées à l'énergie solaire, a vu sa valeur bondir de 5 %. De son côté, REC Silicon (panneaux solaires) a progressé de 10% et les principaux fabricants d'éoliennes comme Vestas Wind, Nordex ou Gamesa ont enregistré de 2 à 5% de mieux. Les marchés financiers ont donc bien enregistré le message envoyé par la COP21.

La banque Barclays prévient : "Les entreprises des combustibles fossiles devront être plus prudentes en ce qui concerne les investissements futurs dans des projets à haute teneur en carbone, car ce seront les plus vulnérables". Et son Conseil de stabilité financière précise dans une note interne qu'il travaille sur la mise au point d'une norme d'information globale et cohérente pour les entreprises sur les risques liés au climat auxquels elles sont exposées. « Il s'agira de donner aux intervenants financiers l'information dont ils ont besoin pour répartir le capital grâce à une prise de conscience accrue du risque carbone, dérivée d'une communication plus transparente.»

De son côté, Brian Ricketts, le Secrétaire général de l'Association européenne du charbon et de la lignite (Euracoal) regrette que 'les combustibles fossiles [soient] dépeints par l'ONU comme l'ennemi public numéro un'.

5. Un prix du CO2 qui s'impose au niveau national

Beaucoup avaient fixé un objectif prioritaire à la COP21 : mettre un prix sur le CO₂ (voir notre article [Prix du carbone : les entreprises veulent la clarté](#)). Il est à peine évoqué dans l'Accord de Paris. Quelques lignes à l'alinéa 137 pour souligner ... son importance. Mais si l'Accord parisien fait à peine référence au prix du carbone ou à une taxe carbone, plusieurs pays se lancent sur cette piste à leur niveau national. Selon l'Institut de l'économie pour le climat, le carbone a déjà un prix dans l'Union Européenne, dans plusieurs Etats du Canada et des Etats-Unis, au Kazakhstan, en Nouvelle-Zélande, en Suisse, en Corée du Sud, dans des villes japonaises (Tokyo et Saitama) et dans des provinces chinoises. L'Afrique du Sud et le Chili envisagent de mettre au point une taxe carbone. Mais les prix y sont très différents : ils vont de 1,5 € la tonne de CO₂ à ...118,3 € la tonne.

Aux ceux qui continuent à rêver d'un hypothétique prix international du carbone, un analyste de l'Agence Internationale de l'Energie suggère : « Une première étape serait déjà d'obtenir que les pays qui subventionnent les énergies fossiles -ce qu'on peut apparenter à un prix du carbone négatif- cessent de le faire »

."

6. Renouvelables et efficacité énergétique superstars

Les économies les plus avancées ont déjà inclus les énergies renouvelables dans leur mix énergétique, et ont prévu de renforcer leur utilisation afin d'atteindre leurs objectifs d'atténuation. Ainsi, le Japon vise d'atteindre 22 à 24 % de sa production électrique à partir de sources renouvelables d'ici 2030, tandis que l'Union européenne prévoit de couvrir 27 % de sa consommation d'énergie finale par le renouvelable à la même échéance.

Les économies moins avancées ne sont pas en reste : 40 % des pays hors-G20 ayant soumis à l'ONU leur contribution climat (INDC) incluent un objectif chiffré en la matière ; à l'image de la Jordanie (11% du mix énergétique en 2025), de la Côte d'Ivoire (16% du mix électrique d'ici 2030, 32 % avec un appui international) ou de l'Algérie (27 % de la production nationale d'électricité à l'horizon 2030).

Des gisements d'économie d'énergie ont également été identifiés : à tous les niveaux de développement, les pays sont prêts à adopter les pratiques les plus efficaces. Des mesures sectorielles d'efficacité énergétique (bâtiments, transports, industrie,...) sont prévues par de nombreux pays.

Les membres de la coalition des « fossiles » ont déployé d'énormes efforts de syntaxe pour éviter toute allusion aux énergies renouvelables ou vertes, préférant parler de « *clean energy technologies* ». Et pour cause : la formule permet, notamment à la Chine, d'englober dans ses « efforts » ses investissements à la fois dans l'éolien, les barrages hydroélectriques et ...le nucléaire.

Selon l'Agence Internationale de l'Energie, entre 8 000 et 14 000 milliards de dollars (soit 550 milliards dollars par an) seront investis au niveau mondial d'ici 2035 pour répondre à la demande croissante d'énergie et pour atteindre les objectifs de décarbonisation. *"Au final, cela devrait faire croître l'utilisation des énergies renouvelables à près de 60 % des sources mondiales d'énergie, l'utilisation des énergies fossiles tombant à 40%"*, souligne l'AIE.

Autre signe : Les maires de 700 villes se sont engagés, le 4 décembre dernier, à atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2050.

Tandis que plusieurs pays développés ont déjà mobilisé 10 milliards d'euros de financements publics pour soutenir une initiative africaine de développement des énergies renouvelables sur ce continent.

Le jour de l'Accord, plusieurs indices boursiers liés aux énergies renouvelables ont pris de la valeur, tablant sur une croissance du secteur.

7. Une société civile plus entreprenante que jamais

L'Agenda des Solutions ([Plans d'Action Lima-Paris](#)) fait la part belle aussi à la mobilisation sans précédent des collectivités et des territoires. On comprend le scepticisme des ONG à l'égard de ce fourre-tout climatique. Mais, à l'analyse, on se rend parfaitement compte que les engagements pris au niveau local – moins tributaires des grands agendas politiques nationaux et internationaux – ont souvent nettement plus de « souffle » que ceux des Etats pris individuellement. Ce qui fera dire à un responsable politique que « *Sans la mobilisation des territoires, aucun État n'atteindra ses engagements* ». Et un commentateur de conclure : « *Les décideurs ne provoqueront pas le changement, ils suivront les changements provoqués par la société.* » Autrement dit : aux collectivités locales de montrer la voie aux Etats.

Le 4 décembre dernier, à l'issue du Sommet des élus locaux pour le climat à l'Hôtel de Ville de Paris, 1.000 collectivités se sont engagées à « *réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d'ici 2030* ». Cela représente 30% de la différence prévue entre les contributions nationales rendues par les pays (INDC) et les niveaux d'émissions recommandés par le GIEC pour limiter le réchauffement à 2°C en 2.100.

Dans ce contexte, une difficulté apparaît évidente : la faiblesse actuelle des flux financiers à destination des collectivités. Une réalité particulièrement cruciale s'agissant des territoires du Sud, qui n'ont pratiquement pas accès aux financements internationaux destinés au climat.

« *Mais là aussi les lignes sont en train de bouger, note Véronique Rigot. Et pas seulement au niveau des fameux 100 milliards annoncés et des avances supplémentaires consenties par certains pays. Le texte de Paris prévoit également que les financements iront en augmentant au fil des ans, avec notamment une révision à la hausse en 2025. Bien au-delà des 100 milliards de dollars annoncés jusqu'ici.* »

Quoi qu'il en soit, on a pu le constater clairement à Paris, une grande partie de la dynamique initiée pour lutter contre les changements climatiques trouve sa source au niveau local, dans la société civile. C'est elle qui devra embrayer sur le timide élan lancé à la COP21 par les Etats.

Rendez-vous est déjà pris, du 26 au 28 septembre 2016, au Sommet mondial des acteurs non-étatiques à Nantes (climatechance2016.com). Il devrait rassembler entreprises, collectivités, ONG, syndicats et organismes scientifiques du monde entier.

8. Une couverture médiatique sans précédent

Comparée à celle des précédentes COP, la couverture médiatique de l'édition 21 fut exceptionnelle, et ce malgré les attentats de Paris.

Avant, pendant et après la Conférence, la planète média s'est littéralement mobilisée sur le sujet climatique.. Des analyses parfois fouillées, des débats souvent passionnés et très pointus faisant intervenir des experts nationaux et internationaux de haute volée. De quoi donner toute sa profondeur et toute son actualité au sujet. Mais de quoi exaspérer aussi parfois ceux qui voient dans nos outils médiatiques des objets surtout dédiés au divertissement et au bourrage de crânes. Au point de faire émerger une nouvelle espèce d'opposants à la cause climatique : les climato-je-m'en-foutistes. A force d'entendre parler de climat à tous les coins d'écran, ils (elles) finissent par faire de l'opposition de principe.

Un mois après la COP21, les médias sont revenus à des sujets plus divers et les experts sont retournés à leurs bilans carbone... Mais gageons que les professionnels de la comm' ont gagné de la profondeur sur le sujet climatique.

Véronique Rigot a pu le constater à Paris : *« Il ne fait pas de doute que ce travail des médias, avant et durant la Conférence, s'est clairement traduit en termes de notoriété de l'événement et de sensibilisation des citoyens lambda à la question climatique »*. Ce sera bien utile pour la suite...

9. Dieu est avec nous

« Nous appelons les gouvernements à s'engager à renforcer la résistance au changement climatique, à bannir progressivement les énergies fossiles et à ne plus émettre de gaz à effet de serre d'ici 2050 ». Cet appel n'émane pas d'une ONG, mais de 154 responsables religieux du monde entier, chrétiens, musulmans et bouddhistes confondus. Il a été remis quelques semaines avant la COP21 à Bonn à Christina Figueres, la secrétaire générale de la Convention des Nations unies sur le Climat.

Il rejoint l'encyclique *LAUDATO SI* publiée en juin par le pape François sur le même sujet et proclamant que *« La plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre émis surtout à cause de l'activité humaine »*. Le Souverain pontife estime qu'il s'agit de *« l'un des principaux défis actuels pour l'humanité »* tout en considérant que les pays riches ont *« une dette écologique »* envers les pays en développement.

A Paris, de nombreux leaders spirituels se sont exprimés sur la question. Une vingtaine d'entre eux ont même jeûné durant 24 heures et récité le *« Notre Père »* en bénédiction, main dans la main, en faveur climat ! *« Nous sommes une vingtaine à être présents ici, mais derrière nous, il y a 365 personnes qui chaque jour de l'année écoulée ont jeûné pour le climat »*, ont expliqué les protagonistes.

Depuis plusieurs mois, les religions s'organisent pour parler Climat d'une seule voix. Une voix qui souffle tout de même, directement ou indirectement à l'oreille de 84% de la population mondiale si l'on en croit la dernière étude démographique du [Pew Forum on religion & public life](#), un centre de recherche indépendant basé aux Etats-Unis.

Ce n'est pas un bon signe, ça ?!

Source URL: <http://renouvelle.be/fr/debats/climat-9-raisons-detre-optimiste>